

RÉBELLION EN AMÉRIQUE LATINE

Quels points communs entre piqueteros argentins et zapatistes mexicains ?



Répondant à la crise économique et politique qui a ravagé l'Argentine, le mouvement des « piqueteros » s'est constitué en communautés quasi-autarciques au sein mêmes des grandes villes. Ainsi, le modèle des « communautés de base », que les théologiens de la libération ont développé en zone rurale, s'est reproduit en milieu urbain. Le journaliste uruguayen Raúl Zibechi, qui est allé interroger ces militants d'un nouveau genre, établit un parallèle entre leur idéal politique et celui des zapatistes mexicains.

page 2

Démocratie à la Bush, théorie et pratique

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Après avoir dans un premier temps minimisé l'impact du second discours inaugural de George W. Bush, la presse conformiste se trouve obligée d'en admettre le caractère fondateur. Difficile en effet d'ignorer les gloussements de satisfaction des faucons face à ce passage de la « guerre au terrorisme » à la « guerre à la tyrannie ». Cela n'empêche pas cette même presse de relayer la communication de la Maison-Blanche contre ses nouvelles cibles.

page 12

REPÈRE : 21 JANVIER 1920

Henry Ford inspire le nazisme

Le 21 janvier 1920, l'industriel Henry Ford lance une nouvelle rubrique dans son journal interne *The Dearborn*. Intitulée « *L'Internationale Juive : le plus grave danger pour le monde* », elle assure que : « *Les financiers cosmopolites sont à l'origine de toutes les guerres. Ils sont ce qu'on pourrait appeler une Internationale Juive - juifs allemands, français, anglais, américains... dans tous les pays d'Europe le financier juif règne en maître. Ici, aux États Unis, il est en passe de le faire* ». S'étendant sur 80 numéros, le dossier est diffusé gratuitement à plus d'un million d'exemplaires par les concessionnaires Ford. L'intégralité des articles est ensuite publiée sous forme de livre distribué gratuitement à la totalité des écoles et bibliothèques du pays, en même temps que le pamphlet *Les Protocoles des Sages de Sion*. À la demande du Cercle Antisémite de Munich, Ford fait traduire le livre et imprimer 15 000 exemplaires en allemand à ses frais. Lors du Procès de Nuremberg, le chef des Jeunesses Hitlériennes, Baldur Von Shirach, expliquera que c'est en lisant cet ouvrage qu'il est devenu antisémite. ■



LA CHINE NE CROIT PLUS AU DOLLAR

Les participants au Forum économique mondial de Davos n'ont pas voulu y croire, lorsque le directeur de l'Institut national de recherche économique chinois, Fan Gang, a annoncé que « *le dollar n'est plus, selon nous, une monnaie stable. Il dévalue tout le temps et cela cause des problèmes tout le temps (...) C'est pourquoi, la seule solution est de passer d'un système où le dollar est la monnaie de référence (...) à un système plus gérable, plus diversifié (...) je veux dire avec de l'euro, du yen, du dollar* ». Devant ce blasphème, l'assistance a préféré croire que M. Fan est un universitaire sans responsabilité exécutive. Cependant, le lendemain, Yu Yongding, directeur de l'Institut d'économie et de politique mondiale, tenait des propos similaires. Interrogé pour clarifier ces déclarations, le vice-Premier ministre, Huang Ju, n'a rassuré personne en indiquant que la Chine n'envisage pas de dévaluer prochainement le yuan face au dollar, en tous cas pas d'ici... 2020. Au cours des dernières années, le dollar était principalement soutenu par le Japon, la Chine et l'Arabie saoudite. On sait que depuis deux ans, les Saoudiens détournent leurs investissements. Désormais, les Chinois ne veulent plus « mettre tous leurs œufs dans le même panier ». Il ne restera bientôt que le Japon. ■

Rébellion en Amérique latine

Quels points communs entre piqueteros argentins et zapatistes mexicains ?

Répondant à la crise économique et politique qui a ravagé l'Argentine, le mouvement des « piqueteros » s'est constitué en communautés quasi-autarciques au sein mêmes des grandes villes. Ainsi, le modèle des « communautés de base », que les théologiens de la libération ont développé en zone rurale, s'est reproduit en milieu urbain. Le journaliste uruguayen Raúl Zibechi, qui est allé interroger ces militants d'un nouveau genre, établit un parallèle entre leur idéal politique et celui des zapatistes mexicains.



Il y a presque trois ans, quand j'ai découvert « l'entrepôt » du MTD (mouvement des chômeurs de Solano) dans le quartier San Martín, j'ai eu la sensation étrange d'avoir déjà fréquenté ce lieu. Pour s'y rendre, il faut prendre le bus à la place de la Constitution et parcourir plus d'une heure le Sud de

Buenos Aires. Au fur et à mesure que le bus s'approche de Solano, le paysage change : la ville, ses grandes bâtisses et ses vastes commerces font place à des maisonnettes chaque fois plus précaires, laissant apparaître des chemins de terre, jusqu'à ce que la perspective de la ville devienne confuse ; et que l'on entrevoit un ensemble irrégulier de logements de fortune, signe de la pauvreté urbaine.

Mais ce ne sont pas ces caractéristiques - si semblables à celles de presque de tous les quartiers pauvres des villes latino-américaines - qui me sont apparues familières dans le hangar du MTD. Sol en terre battue, toits en tôle, murs en briques creuses sans ravalement ; un lent et doux va et vient de femmes de tous âges et, surtout, d'âges indéfinissables ; de jeunes garçons et filles jouant et se faufilant entre les plus grands : comme si l'atmosphère familiale avait été transposée à l'espace social collectif, avec les mêmes habitudes et le naturel de la vie quotidienne.

Les réunions adoptent un air familial, comme si elles se passaient dans la cuisine d'un quelconque logement : on ne sait jamais avec certitude quand elles commencent, quand elles finissent et les accords auxquels elles ont donné lieu ; les conversations sont « désordonnées » - contrairement à la discipline militante classique - Qui peut résister à l'énergie débordante de tendresse et de résistance qui se dégage de cet espace ?

À peine entré dans le hangar, j'avais ressenti la même sensation que sept ans auparavant dans la cuisine de la Realidad, à l'ombre de cet énorme arbre, en compagnie de ces femmes pour qui le temps de partager, cuisiner ou de faire de la politique n'était qu'un. Oui, à Solano on respirait aussi une atmosphère communautaire, de résistance, de travail sans en être vraiment puisqu'il n'y en avait pas, une ambiance solidaire et fraternelle.

Sous les passe-montagnes

Mais, au-delà de la subjectivité des sensations, du volontarisme, qu'y a-t-il de commun entre les « piqueteros » et les zapatistes ? Peut-on trouver des points communs entre les expériences des chômeurs d'une ville de 12 millions de habitants et les indiens tojolabals de la jungle de Lacandon ? Sans trop forcer les traits, peut-on affirmer, comme le signale Holloway, que la lutte des piqueteros est un « zapatisme urbain » ?

Un regard superficiel, disons journalistique, pourrait conclure que tant le zapatiste que le piquetero utilisent des passe-montagnes ; qu'ils sont tous deux armés, les uns avec des vieux canons, les autres avec frondes et bâtons ; et tous deux ont entonné leur « ça suffit » (Ya basta !). Comme nous l'avons vu, il ne s'avère pas difficile de trouver des similitudes. Toutefois, je pense que ce que ces deux mouvements ont en partage est moins visible et se cache sous le passe-montagne, dans la construction au jour le jour d'un monde nouveau.

D'une certaine manière, des zones entières de la périphérie de Buenos Aires ont en quelque sorte une relation à la capitale comparable à celle de l'état du Chiapas vis-à-vis du District fédéral, et ce bien que Solano soit à peine à vingt kilomètres de la Place de mai. Alberto, le prêtre qui a atterri à Solano, signalait dans une réunion de « Pensée Autonome », un espace créé par le MTD de

Solano pour débattre avec des assemblées et d'autres groupes et qui reflète une hétérogénéité sociale salubre, : « *Dans la Capitale, c'est très différent d'ici. Les temps, la présence du pouvoir, les politiques de contre-insurrection rendent très difficile la survie des collectifs* » [1].

Le débat s'essouffait peu à peu parce que les assemblées de quartier ont eu des difficultés énormes pour survivre à Buenos Aires, et sont passées de centaines de membres à moins de dix, en moyenne, et la plupart ont même disparu. Neka, également de Solano, ajoute qu'après l'insurrection du 19 et 20 décembre 2001, les vrais changements ne sont déjà plus visibles et ce manque de visibilité désespère les militants : « *Mais ce n'est pas là le plus important, c'est plutôt ce que nous construisons derrière, qui compte bien plus que le spectacle* ». Entre-temps, Alberto soutient qu'il faut savoir attendre, qu'il faut laisser le temps au temps, que combattre « *Ce n'est pas seulement d'être vu* ». « *Ce silence est fécond* », conclut-il. C'est ainsi, que les gens de Solano sont le secteur le plus visible de la frange du mouvement piquetero qui se refuse à prendre le pouvoir étatique.

Ces piqueteros ont-ils appris par cœur les communiqués de Marcos pour les répéter comme des perroquets dans le seul but d'impressionner ? Comment alors ? Où réside le secret de cette « convergence » des discours et des façons d'aborder la lutte pour le changement social ? À mon avis, les points communs entre piqueteros et zapatistas (ainsi qu'entre d'autres mouvements de pauvres, et d'exclus qui permettent d'affirmer qu'ils appartiennent à une même famille de mouvements), sont au nombre de trois : la lutte et la résistance, en tant qu'acteurs et non comme subordonnés, en cultivant leurs différences ; l'autonomie comme point d'orgue de la résistance, mais aussi de la construction d'une autre société ; et la création ici et maintenant de nouvelles relations sociales, qui sont de fait la clé de voûte de ce monde nouveau.

Vivre et résister

D'une certaine manière, les chômeurs sont les Indiens de la société industrielle. Mais ces chômeurs sont autre chose que des gens sans travail. Solano, comme d'autres quartiers où sont apparus les piqueteros, a son histoire. Elle débute en 1976 ou 1977, en pleine dictature. Le diocèse de Quilmes avait abrité le meilleur du militantisme chrétien argentin, où il pouvait disposer la « protection » de l'évêque Jorge Novak. À la fin des années soixante-dix sont apparues des dizaines de Communautés religieuses de base, inspirées par la théologie de libération. En 1982, le chômage, la pénurie de logement et la faim faisait des ravages.

Spontanément, des centaines de pauvres de Quilmes ont décidé d'occuper des terres incultes où ils ont établi les premières « colonies ». En quelques mois plusieurs milliers de familles ont fait surgir du néant les premiers quartiers. Elles furent les pionniers d'une forme d'occupation du territoire qui serait ensuite étendue à toute la région. C'est ainsi qu'est née « l'occupation de terres » comme forme de lutte collective et organisée, quelque chose de très semblable aux occupations que pratiquait déjà le MST dans le sud du Brésil [2].

Les occupations de 1982 représentent un tournant dans les luttes sociales

argentines, et ce pour deux raisons : les nouveaux pauvres et ceux qui l'étaient déjà (expulsés des usines et des régions rurales appauvries par le nouveau modèle économique ; les autres expulsés de la capitale, par la dictature militaire) parviennent à ouvrir des espaces territoriaux dans lesquels ils construisent leur vie quotidienne, et par ailleurs le font à partir d'organisations de type nouveau, différentes des syndicats et des formes habituelles d'organisation.

Le fait que ce soit des Communautés qui en prenaient l'initiative (au-delà du caractère religieux de ces dernières), a signifié une rupture avec la tradition corporative et hiérarchique de la gauche et du mouvement syndical au moins en ce qui concerne la question de l'organisation.

Ce que nous observons dans les « colonies » de Buenos Aires n'est pas très différent de ce qui s'est déjà fait dans quelques centres urbains d'autres villes latino-américaines. Je pense à El Alto ou même à Montevideo, entre d'autres. Ces nouveaux pauvres semblent avoir compris que leur situation de marginalisation ne sera résolue par aucun État national et de fait, ils se sont mis à travailler pour assurer leur survie quotidienne.

L'UTD (Unión de Trabajadores Desocupados) de Général Mosconi, un ville de 15 mille habitants dans le Nord de l'Argentine, qui vivait de la compagnie pétrolière d'État privatisée par Carlos Menem, a été un des berceaux du mouvement piquetero. Ses résultats sont spectaculaires : les piqueteros sont à la tête de 31 potagers, d'une exploitation agricole complète, de modules de recyclage de bouteilles, de pépinières, d'ateliers de métallurgie et de menuiserie dans lesquels ils fabriquent des chaises et des lits, une ferme agricole de 150 hectares, un élevage de porcs et autres animaux ; ils ont construit une salle à manger communautaire pour les indigènes de la zone et une salle pour prodiguer les premiers soins

Il y a 2.000 personnes liées aux projets de l'UTD, ayant des relations communautaires et horizontales, sur une population active de 8.000 [3].

À Solano, les boulangeries, les potagers et les ateliers de maroquinerie ont déjà trois ans d'existence. Les piqueteros ont maintenant mis en place des élevages de porcs et de lapins, ils commencent à élever des poissons dans les silos d'une huilerie abandonnée. Peu à peu, la production devient un des piliers les plus solides du mouvement, et les quelques expériences initiales sont étendues à d'autres groupes. Le Mouvement Teresa Rodriguez (MTR), qui a une orientation très différente de celle de Solano (parti pris d'une révolution avec prise du pouvoir, par ailleurs elle ne se construit pas de manière horizontale), dispose déjà de plus de cent unités de production. Plusieurs MTD d'Anibal Verón disposent d'une vaste gamme d'ateliers de production, outre les potagers classiques et les boulangeries.

Plusieurs cantines du mouvement sont sur le point d'assurer l'autosuffisance avec ce qu'elles produisent dans leurs potagers urbains, et ils envisagent de pouvoir se passer de l'aide alimentaire fournie par l'État. D'autres, comme le MTD de La Matanza, ont investi le terrain de l'éducation, avec la construction d'une école par les propres piqueteros, où les familles jouent un rôle d'importance dans la définition des contenus et des méthodes pédagogiques.

Toujours dans cette optique, des relations entre groupes de piqueteros sont nouées, entre usines autogérées et assemblées de quartier : des boulangeries tenues par des piqueteros approvisionnent quelques usines. En retour, les produits qu'elles fabriquent sont distribués aux chômeurs ; et quelques assemblées vont même jusqu'à créer un réseau de distribution. La coopérative l'Asamblearia, qui « *promeut la production, la distribution, la commercialisation et la consommation de biens et services auto-gérés, fruit de la propriété collective des travailleurs* », est une des initiatives les plus remarquables, puisqu'elle comprend la distribution de produits des piqueteros, de ceux des assemblées de quartier, des paysans et aussi de quelques usines autogérées [4].

Ces autres expériences « urbaines » méritent notre attention : elles montrent qu'il est possible d'ouvrir des espaces de rencontre entre différents secteurs sociaux, et que dans les grandes villes, il est possible de travailler avec des critères semblables à ceux retenus dans les zones rurales.

Ceux qui ont créé « l'Asamblearia » ont commencé en mars 2003, quand un groupe de quelque trente habitants résidants dans la zone nord de la ville de Buenos Aires (typique zone de classe moyenne) et appartenant à l'Assemblée de quartier Núñez et à l'Assemblée Populaire de Núñez-Saavedra, se réunirent « *pour constituer la Coopérative Logement, Crédit et Consommation l'Asamblearia Limitée* ».

Les membres du groupe s'expriment ainsi : « *À partir d'alors et jusqu'à la mi-juin 2003 trente autres membres se sont associés à l'Asamblearia, voisins de la zone, d'autres quartiers de la ville, de provinces argentines et même de l'extérieur. Par exemple la coordination entre membres de plusieurs assemblées dans ce qu'il convient d'appeler « la Bourse et la Vida », une expérience d'achats communautaires très précieuse qui a permis à ses membres d'entrer en contact direct avec différents producteurs à la fois à la campagne et en ville, et dont la caractéristique commune était la volonté de développer une production autogérée* ».

Ces initiatives vont à l'encontre de la prétention de l'État « d'intégrer » ceux qui vivent à la marge : ce qui suppose de les intégrer comme subordonnés après avoir « gommé » les différences culturelles et sociales à travers un processus d'homogénéisation, en utilisant la carotte du travail et l'accès à la consommation comme stimulants.

L'autonomie moteur de la lutte

La lutte pour l'autonomie est un des aspects les plus importants tant pour les zapatistes que pour les piqueteros, et ce bien que leurs cheminements respectifs soient très différents. En Argentine, vers le milieu des années 90, l'autonomie était quelque chose comme une déclaration de principes : des dizaines de collectifs se sont déclarés autonomes des partis, de l'État et des centrales syndicales. Ils pensaient ainsi surmonter la traditionnelle division du travail qui prévalait entre le parti et les mouvements populaires, alors que l'immense majorité des partis de gauche étaient en faillite et avaient démontré leur incapacité d'aller au-delà des pratiques syndicales corporatives et dépendantes

de l'État.

C'était une mesure de protection nécessaire, d'autant plus utile pour engager la construction d'une nouvelle génération d'organisations et de mouvements, qui rejetaient la tutelle des partis et syndicats. Aujourd'hui encore, une décennie après l'apparition de ces centaines de groupes autonomes, le caractère « défensif » de la proposition est encore l'aspect dominant, bien que commence à poindre dans les pratiques quotidiennes la volonté d'aller au-delà. Notamment en faisant vivre ces pratiques autonomes

Une rétrospective nous permet de voir la chose suivante : il y a dix ans la lutte s'établissait pour la création de groupes autonomes, et autogérés. Ce dernier point est désormais un acquis, tant parmi les organisations de chômeurs que dans les assemblées de quartier et d'autres mouvements.

Tout a débuté aux alentours du 19 et 20 décembre (les piqueteros d'abord, puis les assemblées ensuite), par la création d'espaces sociaux dans lesquels l'autonomie se met en marche. Ainsi la création de groupes autonomes a été la particularité du début des années 90, alors que la création d'espaces pour la survie et la résistance (cantines, soupes populaires, dispensaires santé, unités de production etc..) sont caractéristiques de la période actuelle, laquelle se situe aux environs de l'an 2000, au sommet de la mobilisation. La création d'espaces autogérés et l'horizontalité, sont des aspects nouveaux qu'apporte le mouvement actuel par rapport au vieux mouvement ouvrier.

Mais l'enracinement territorial présente quelques difficultés et défis. Les groupes ont été capables de construire des espaces autonomes, « *des entrepôts tournés vers l'intérieur* ». Cela a probablement été nécessaire, voire indispensable, dans la première étape de la création des nouvelles réalités, qui ont eu besoin de s'affirmer à contre-courant pour pouvoir voir le jour et survivre. Après presque sept ans, ces expériences collectives cherchent à aller plus loin, à investir de nouveaux espaces, à se développer.

Au contraire, elles craignent l'asphyxie en restant cantonnées dans leurs entrepôts. Il ne s'agit pas là d'un débat théorique, mais des débats qu'ont déjà conduit quelques groupes sur la base d'une réflexion sur les limites du travail effectué jusqu'à présent.

En règle générale, il semblerait que nous vivions une transition depuis les groupes autonomes vers des territoires autonomes. Comme toute transition, elle est désordonnée, disparate, dans laquelle ce qui vient de naître n'apparaît pas de manière claire et nette. Beaucoup de groupes contrôlent déjà des territoires épars dans leurs quartiers ou dans d'autres lieux, beaucoup d'entre eux situés dans la sphère familiale mêmes, et que ces familles mettent à la disposition du mouvement.

Mais s'enraciner dans le territoire urbain suppose d'accepter dans le mouvement l'hétérogénéité sociale qui existe dans les quartiers : le MTD de Solano, par exemple, ne regroupe pas seulement des chômeurs mais aussi des chômeurs ayant trouvé un emploi et à des gens qui ne l'ont jamais été. Certains MTD ont rebaptisé le "D" de « desocupados » (chômeurs) par celui de dignité.

Il s'agit d'un long processus qui ne dépend pas seulement des espaces physiques, mais surtout de la possibilité de créer des Communautés - et par conséquent des territoires - dans chaque quartier où elles sont implantées. Sur ce point nous ne disposons pas d'exemples d'expériences urbaines récentes (sauf celles de Villa El Salvador à Lima et El Alto à La Paz), de fait la plupart des expériences connues se trouvent dans les zones rurales du Mexique, de l'Équateur, de la Bolivie et d'autres pays.

Un monde nouveau, dans les marges de l'ancien

L'image que présente une bonne partie du mouvement social argentin, et latino-américain, est celle d'une infinité d'îlots qui tendent à se transformer en barques « *pour entrer en contact avec une autre île et avec une autre, puis une autre...* », comme indiquait un des communiqués du sous-commandant Marcos [5].

La particularité de cette vision du changement social, est que chacun de ces bateaux ne reproduit pas le vieux monde, mais incarne des portions significatives du monde auquel nous aspirons : des relations non hiérarchiques et horizontales, liens et valeurs à caractère communautaire, autonomie, et autogestion de chaque « îlot », entre autres.

Dans quelques villes latino-américaines, nous sommes à un tournant, un changement de longue durée, appelé à avoir de profondes répercussions : les formes de résistance et de construction d'un monde nouveau qui sont nées et qui se sont enracinées dans des zones rurales, commencent à s'implanter dans quelques grandes villes. C'est la première fois que dans la métropole, cœur du capital et de la domination, ceux d'en-bas sont capables d'ouvrir des espaces autonomes à partir desquels ils résistent au système, le défient et dans lesquels ils construisent des mondes nouveaux. Les projets de et pour de la survie commencent à s'articuler comme des îlots de ce monde nouveau.

Certes, comme l'indique Aníbal Quijano, la tendance parmi les chômeurs à aller vers « *l'organisation d'unités de production orientées vers la réciprocité, vers l'occupation et la gestion collective de terres et d'usines abandonnées* » est un phénomène nouveau dans des pays comme l'Argentine, alors qu'« *elle est historiquement enracinée dans des pays comme le Pérou, l'Équateur ou le Mexique* » [6]. Toutefois, il existe au moins deux différences importantes : les expériences qu'évoque Quijano ont été menées par des migrants ruraux dans les villes dans lesquelles ils arrivaient récemment en quête « d'inclusion », bien qu'ils ne l'aient jamais formulé de cette manière.

Désormais, il s'agit de personnes qui ont été des citoyens et ont perdu cette condition, qui ont été expulsés par le néo-libéralisme de leur condition « d'inclus ». Ils ne cherchent pas à être des salariés, des citoyens, ni des ouvriers, mais à construire un autre type de relations dans le lieu qu'ils occupent maintenant, et qui a été volontairement construit comme part « d'un autre » projet historique et social. La seconde différence est que les unités productives ne sont pas des initiatives individuelles pour la survie, mais les constructions collectives de ces mouvements.

Des processus semblables voient le jour dans les potagers urbains de Montevideo (Uruguay) et aussi dans les assemblées de quartier d'El Alto (Bolivie). Le premier cas est remarquable : à l'hiver 2001, pendant la crise économique et financière, plusieurs centaines de potagers ont été créés spontanément - familiaux et communautaires - pour affronter la crise alimentaire que traversaient les plus pauvres. Deux ans plus tard, il existe plus de 150 potagers « familiaux ou collectifs » et communautaires en pleine zone urbaine.

Les premiers sont des potagers installés dans des maisons particulières, mais sont cultivées à tour de rôle par les voisins de la zone ; les potagers communautaires sont situés dans des espaces occupés par ceux qui les travaillent.

Dans les deux cas, on enregistre des formes d'organisation stables autour du potager qui est l'axe majeur des assemblées de quartier qui ont dû gagner leur autonomie vis-à-vis des partis politiques, des syndicats et des communes. Les groupes pionniers ont traversé durant deux ans diverses situations, à la fois critiques et de croissance, qui dans beaucoup de cas ont consolidé des liens qu'eux-mêmes définissent comme « communautaires ». La profondeur des changements enregistrés en relativement peu de temps, est démontrée par l'évaluation faite par les femmes du Potager Communautaire Amanecer, dans le quartier populaire de Sayago :

« Au départ nous avions une fiche où chacun annotait les heures travaillées. À la récolte chacun recevait selon ce qu'il avait travaillé. À notre surprise, au cours d'une réunion au mois de septembre, il a été proposé de ne plus annoter les heures. Ceci nous a énormément réjouies, car cela démontrait que le groupe commençait à avoir une conscience communautaire. Nous procédons ainsi jusqu'à ce jour Après le travail chaque membre retire le nécessaire pour nourrir sa famille » (Oholeguy, 2004 : 49).

Trois mois plus tard, le groupe de « jardiniers » (environ 40, en grande majorité femmes et jeunes) est parvenu à l'autosuffisance et a décidé de cesser de recevoir les aliments distribués par la commune, en indiquant qu'il préférerait qu'ils soient distribués dans des « soupes populaires » ou à d'autres groupes qui en auraient besoin.

Dans une autre zone de Montevideo, dans le quartier Ville García, le réseau de potagers familiaux et collectifs comprend 20 potagers. Comme dans d'autres cas, au début ce furent des expériences isolées qui ont été coordonnées jusqu'à créer un groupe qui effectue des journées hebdomadaires en rotation dans tous les potagers.

Les réalisations sont remarquables : consolidation de groupes travail, capacité à maintenir les repas collectifs en fonction de la production des potagers, en dépendant de moins en moins des aliments donnés par l'État, création d'une serre et d'une banque de semences pour fournir tous les potagers la zone, l'édition d'un bulletin mensuel du groupe et la coordination avec les autres initiatives de Montevideo matérialisé par la première Rencontre d'Agriculteurs Urbains en octobre 2003.

Les avancées réalisées par les groupes de « jardiniers » (ils se sont ainsi nommés, se donnant ainsi une nouvelle identité), au cœur de la solitude urbaine et de l'angoisse pour la survie, montrent que même dans nos grandes villes, rongées par la fragmentation et un individualisme féroce, il est possible de construire des liens d'un autre type au nez et à la barbe du pouvoir globalisé.

Nouvelles relations dans de nouveaux territoires

Un samedi de la fin d'août nous avons eu un échange long et fécond avec un groupe de camarades de Solano. À cette occasion nous nous trouvions dans une huilerie abandonnée qu'ils occupent et partagent avec le réseau de troc. Il s'agit d'une petite propriété dans l'avenue Calchaquí de Quilmes, à une heure du centre de Buenos Aires.

Elle est située dans une traditionnelle zone industrielle urbaine, pauvre à cause du chômage, mais très différente des autres communautés « piqueteros » en particulier très différente de celle du quartier de San Martín où est né le MTD. Une partie de l'ex-usine est un hangar énorme de plus de mille mètres carrés, où sont dressées des dizaines de stands, presque toujours tenus par des femmes, où elles exposent des produits divers qui seront acquis par des « proconsommateurs » (à la fois producteurs et consommateurs) qui payent avec des « bons », et non avec de l'argent. Le MTD de Solano occupe le reste de la propriété.

À côté du hangar du troc, où se trouvaient les silos de l'huilerie, se trouvent huit grandes cavités au fond cimenté où ils commencent maintenant à élever des poissons pour les cantines du mouvement. Entre autres, leurs projets sont les suivants : ils ont déjà des porcs et des lapins dans une autre usine abandonnée, divers potagers et maintenant les poissons, et dans quelque temps ils commenceront à cultiver une propriété de trois hectares qu'ils ont obtenu, où ils espèrent produire les aliments pour tout le mouvement. L'obsession de Solano est « de produire son autonomie », qui sera effective le jour où ils ne dépendront ni des subventions, ni des aliments que leur livre l'État.

Continuons, dans une maisonnette au fond, fonctionne une petite unité d'herboristerie et d'acuponcture. Cela semble incroyable : des femmes très pauvres attendaient là qu'Augusto leur place les aiguilles. Une technique qui avant n'était accessible qu'aux seules classes moyennes et hautes, tant par son coût élevé, que par les difficultés culturelles pour que les pauvres accèdent à autre chose que les pilules que les multinationales pharmaceutiques distribuent dans le premier monde, cette technique est maintenant adoptée par les femmes de Solano.

Le projet est baptisé « *Santé Rebelle* », et a pour devise : « *L'homme nouveau en réalité est le même que l'ancien, mais il devient bon en approchant les choses avec dignité, c'est-à-dire, avec respect* ». En dessous la signature : « Sous-commandant Marcos ».

Raúl Zibechi

Journaliste uruguayen, analyste international

[1] « El ser o no ser de las asambleas », <http://www.lavaca.org>

[2] « Siempre estamos dando el primer paso », *Masiosare*, 30 mai 2004

[3] « Tiempo de guerras y emancipaciones en las tierras del petróleo » par Claudia Korol, <http://www.rebellion.org>

[4] Voir <http://www.asamblearia.com.ar>

[5] « El mundo : siete pensamientos en mayo de 2003 » par le Subcomandante Insurgente Marcos, *Rebeldia* n°7, mai 2003

[6] « El laberinto de América Latina, ¿hay otras salidas » par Aníbal Quijano, *OSAL* n°13, Buenos Aires, janvier-avril 2004

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Démocratie à la Bush, théorie et pratique

Analyse

Après avoir dans un premier temps minimisé l'impact du second discours inaugural de George W. Bush, la presse conformiste se trouve obligée d'admettre le caractère fondateur. Difficile en effet d'ignorer les glossements de satisfaction des faucons face à ce passage de la « guerre au terrorisme » à la « guerre à la tyrannie ».

Dans une chronique publiée simultanément par *Gulf News*, *Dar Al Hayat* et le *Daily Star* de Beyrouth, Patrick Seale analyse ce glissement idéologique. Il l'attribue à Paul Wolfowitz qui a réussi à faire admettre à l'opinion publique l'amalgame entre dictature et terrorisme. Dès lors, combattre le terrorisme, c'est s'attaquer aux dictatures, tout au moins à celles qui s'opposent à l'administration Bush ; une rhétorique qui pourrait conduire à de prochaines attaques contre la Syrie, et par conséquent contre le Liban.

Pour l'ancien candidat conservateur à la présidentielle états-unienne, Patrick J. Buchanan, s'exprimant sur le site *Antiwar.Com*, avec cette théorie, les États-Unis nient la souveraineté nationale des autres nations. Cela ne peut entraîner que du ressentiment à leur égard et donc provoquer d'autres catastrophes à l'avenir. Il note par ailleurs que cette doctrine condamne le pays à être perpétuellement en guerre. Surtout, en organisant des changements de régime au niveau mondial, c'est aussi le régime états-unien qui change car un pays en guerre ne peut plus être une République. En effet, les régimes totalitaires du XXème siècle n'ont jamais fait qu'appliquer en temps de paix les règles qui prévalaient en temps de guerre, instaurer un état de guerre permanent est donc le moyen le plus sûr pour construire un nouveau totalitarisme à Washington. Walter Russel Mead se réjouit dans le *Los Angeles Times* de l'arrivée de cette « guerre à la tyrannie » et tente de démontrer à son tour le lien mécanique qui existerait entre terrorisme et dictature à grand coup d'approximations

historiques et de torsions des statistiques. Il appelle donc les États-Unis à poursuivre leur politique de « démocratisation ».

De son côté, le milliardaire George Soros se trouve dans une position ambiguë. En effet, le discours de George W. Bush rapproche le président états-unien des positions que l'auteur soutenait quand elles étaient formulées par Madeleine Albright, mais il ne partage toujours pas les choix tactiques de l'administration Bush. Dans le *Taipei Times* et le *Jordan Times*, M. Soros tente donc de justifier sa position à un lectorat qui l'a peut-être vu trop vite comme un opposant à l'impérialisme états-unien. Il accuse donc le président Bush de ne pas croire à son nouveau programme et de s'exprimer avec duplicité. Et quand bien même il serait sincère et y croirait, il n'a plus assez de légitimité internationale pour l'appliquer. Bref, M. Soros nous prie de croire que la chanson est belle, mais qu'il faut changer de chanteur. Pour notre part, nous pensons plutôt que c'est le programme qui est dangereux quelque soit la personne qui l'applique. Originellement, la démocratisation forcée, version Albright, s'accopagnait d'un refonte des institutions internationales autour d'un « caucus des démocraties ». Sylvain Charat, conseiller d'Alain Madelin, relance cette proposition dans le *Washington Times*. Il appelle à la destruction de l'ONU et à la mise en place d'une organisation internationale dirigée par les États-Unis qui servirait d'outil de pression contre tous les pays résistant à Washington.

Cependant, les opinions publiques restent rétives. Aussi, les « messagers de l'Amérique » s'emploient à dénoncer l'attitude jugée trop complaisante des Européens vis-à-vis de cibles désignées.

Ainsi, dans *Le Figaro*, Vaclav Havel dénonce l'attitude de l'Union européenne vis-à-vis de Cuba depuis le changement de gouvernement en Espagne. Il enjoint les nouveaux membres de l'Union à ne pas suivre la « vieille Europe » et à rester sur la ligne atlantiste.

De son côté, André Glucksmann, proche de la *Freedom House* de James Woolsey, s'en prend une fois de plus dans *Le Monde* à Vladimir Poutine et vante la « révolution » orange. Selon lui, les événements en Ukraine démontrent la faiblesse de la Russie poutinienne et l'Union européenne n'aurait rien à gagner à s'en rapprocher.

L'Ukraine semble devoir être la base arrière de la prochaine offensive contre la Russie, de la prochaine « révolution de velours » programmée à Moscou pour 2008. L'oligarque Boris Berezovski annonce en effet, dans le quotidien russe *Gazeta*, son intention de quitter sa retraite londonienne pour s'installer à Kiev. Il en profite pour dénoncer la justice russe qui le poursuit, lui et le Premier ministre ukrainienne Yuliya Tymoshenko. À noter que le quotidien présente explicitement M. Berezovski comme un futur candidat à l'élection présidentielle de 2008.

Face à l'intensification des efforts d'encerclement de la Fédération de Russie, les alliés de Moscou s'inquiètent et dénoncent les manœuvres orchestrées par Washington.

Dans *Novyie Izvestia*, Pavel Borodine stigmatise le caractère artificiel de la « révolution » orange et affirme que la plupart des manifestants sur lesquels la presse occidentale s'est extasiée étaient des chômeurs payés pour tenir le pavé. En opposition à la politique annoncée par Viktor Yushchenko, il recommande un rapprochement entre le Bélarus et la Fédération de Russie qui pourrait aller

jusqu'à une réunification.

Le président du Kirghizistan, Askar Akaïev, analyse pour sa part dans une interview à *Nezavissimaïa Gazeta* le risque que représente une tentative de « révolution de velours » en Asie centrale et prévient qu'une guerre civile est possible. Il note également que contrairement à ce que laisse penser Washington, les révolutions colorées n'ont pas lieu dans les régimes dictatoriaux les plus durs, mais là où existe une presse libre qui peut être manipulée. Les pays les plus autoritaires (Turkmenistan et Ouzbékistan) ne sont pas menacés, mais ceux qui suivent le FMI sont sous pression. Ce texte est publié alors qu'un axe Russie-Kazakhstan-Kirghizistan est en train de se former pour résister aux changements de régime programmés contre eux.

Réseau Voltaire

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« Ce qui ne va pas avec la politique étrangère américaine »

Source : Dar Al-Hayat

, Gulf News

, Daily Star

Référence : « What is wrong with American foreign policy », par Patrick Seale, *Gulf News*, 28 janvier 2005.

« What Is Wrong With U.S. Foreign Policy ? », *Dar Al Hayat*, 28 janvier 2005.

« Will Bush replicate his catalogue of failures ? », *Daily Star*, 31 janvier 2005.

George W. Bush commence son nouveau mandat en devant assumer le poids de ses erreurs passées et son « discours de la liberté » lors de son investiture laisse penser qu'il n'a aucune intention de changer de politique. **Tony Blair** est bien le seul à percevoir une « évolution » dans la politique étrangère des États-Unis. Si Bush voulait vraiment changer de politique, il devrait renvoyer le rédacteur de ses discours, exiger qu'Israël aide Mahmoud Abbas en relâchant des prisonniers palestiniens, quitter l'Irak après les élections du 30 janvier, faire un effort majeur pour restaurer les relations des États-Unis avec le monde arabe et musulman et en finir avec les prétentions états-uniennes à dominer le monde et à le changer. Bref, ce qui est nécessaire, c'est un tsunami politique à Washington.

Lors de son premier mandat, l'administration Bush a négligé la menace terroriste malgré les avertissements de **Richard Clarke** et même après le 11 septembre, elle s'est très vite détournée du terrorisme islamiste et a attaqué l'Irak. Dans son livre, *Against All Enemies*, Richard Clarke affirme que l'Irak était une obsession pour **Paul Wolfowitz** qui voulait envahir l'Irak pour améliorer la situation stratégique d'Israël et diminuer la dépendance énergétique des États-Unis vis-à-vis des Saoudiens. Ivres de leur propre puissance militaire, les États-Unis ont énoncé la doctrine des frappes

préventives et violé ainsi la Charte de l'ONU.

L'erreur fondamentale des États-Unis est l'incapacité de l'Amérique à reconnaître que les attentats terroristes étaient une réponse aux politiques états-uniennes. Au lieu de cela, les néo-conservateurs ont inventé la fable d'un terrorisme découlant des régimes dictatoriaux et de la société arabe et musulmane, aussi pour se protéger du terrorisme il faudrait réformer ces sociétés, au besoin par la force. Cette théorie a été reprise dans le second discours inaugural. Chez un homme comme Wolfowitz, cette doctrine doit trouver son accomplissement dans l'attaque de la Syrie et du Sud Liban pour aider Israël à combattre le même ennemi, le terrorisme islamiste.

Patrick J. Buchanan



Patrick J. Buchanan a été assistant des présidents Nixon, Ford et Reagan. Il a brigué plusieurs fois l'investiture républicaine pour l'élection à la présidentielle avant de se présenter indépendamment des deux grands partis états-uniens en 2000. Il dirige le magazine *The American Conservative*.

« L'inauguration de la guerre sans fin »

Source : Antiwar.Com

Référence : « Inaugurating Endless War », par Patrick J. Buchanan, *Antiwar.Com*, 27 janvier 2005.

Dans son discours inaugural, **George W. Bush** a affirmé que notre grand objectif était d'en finir « avec la tyrannie » sur terre. Le président s'est octroyé à cette occasion le droit d'interférer dans les affaires internes de toutes les nations du monde, sans tenir compte du fait que cette nation nous ait ou non menacé. La politique interne des nations du monde est désormais notre préoccupation car si elles ne sont pas démocratiques, nous ne sommes pas en sécurité. Cette position va nous entraîner dans une guerre sans fin et la guerre est la mort des Républiques. Chaque dirigeant du monde va devoir « clarifier sa position » sur l'autocratie et la liberté.

Cela veut-il dire que si **Pervez Musharraf** n'abandonne pas son pouvoir dictatorial, nous sanctionnerons le Pakistan, au risque de voir un général islamiste prendre le pouvoir et avec lui la bombe ? Va-t-on provoquer la Chine ? Entraîner un rapprochement sino-russe en affrontant **Vladimir Poutine** ? Si les Saoudiens rejettent la démocratie, arrêterons-nous d'acheter leur pétrole ? Allons nous les déstabiliser comme on l'a fait en Iran avec le Shah pour voir une victoire des islamistes ?

Bush se moque de ces considérations. Il prétend que le 11 septembre 2001, la liberté a été attaquée. Comme si Ben Laden nous haïssait pour le *Bill of Rights* et non pour notre politique au Moyen-Orient. Affirmer que notre liberté se joue hors de nos frontières n'a aucun fondement historique. Au contraire, c'est l'interventionnisme dans les pays lointains qui nous a mis en danger et provoqué des catastrophes en accroissant le ressentiment contre les États-Unis. Bush veut aller plus loin que Wilson et cela se terminera encore plus mal.

Walter Russell Mead



Walter Russell Mead est chercheur au Council on Foreign Relations et auteur de *Power, Terror, Peace and War : America's Grand Strategy in a World at Risk*.

« Chaque vote frappe le terrorisme »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Each Vote Strikes at Terror », par Walter Russell Mead, *Los Angeles Times*, 30 janvier 2005.

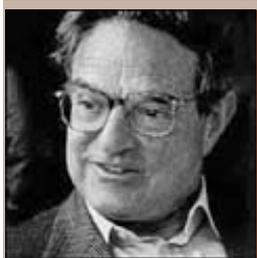
Les commentateurs américains et européens ont présenté le discours d'investiture de **George W. Bush** sur la « guerre à la tyrannie » comme naïf et dogmatique, un discours qui conduirait au chaos, puis quand la Maison-Blanche a répondu à ces objections en affirmant qu'elle agirait avec retenue et nuance, il a été présenté comme un hypocrite. En fait, derrière ce problème de relations publiques, on trouve une incompréhension sur les liens entre terrorisme et démocratie.

Ces liens sont troubles. Il faut se souvenir que c'est la démocratie de Weimar qui a donné naissance au nazisme, que dans certains pays les élections donnent lieu à des actes de violence et l'IRA, l'ETA ou le Ku Klux Klan démontrent que le terrorisme peut naître dans des démocraties mûres. Pourtant, il faut aussi noter qu'entre 1999 et 2003, on peut constater que 70 % des morts causés par le terrorisme l'ont été par des groupes venant de pays non-démocratiques. En fait, la démocratie répond plus aux besoins de ses citoyens que les autres régimes, et les populations vivant dans un régime démocratiques ressentent donc moins le besoin d'avoir recours au terrorisme et à la guerre. La démocratie favorise également la croissance économique (les pays les plus riches sont des démocraties, les plus pauvres des dictatures).

La démocratie se développe dans le monde, comme le montre le rapport 2005 de **Freedom House**, mais il faut continuer à faire des efforts. Nous avons vu l'Ukraine se tourner vers la démocratie, l'Union européenne et l'OTAN et on enregistre des progrès dans le monde musulman en Turquie, en Indonésie et, grâce à la pression des États-Unis, en Égypte, en Jordanie et au Maroc.

L'administration Bush a défini la bonne politique.

George Soros



George Soros est président de l'Open Society Institute et du Soros Fund Management. Il est l'auteur de *The Bubble of American Supremacy*.

« Bush a le bon discours mais maintenant il devrait prendre en compte le passé »

Source : Jordan Times

, Taipei Times

Référence : « Bush got the words right, but now he should heed his lessons », par George Soros, *Taipei Times*, 27 janvier 2005.

« The new Bush doctrine », *Jordan Times*, 27 janvier 2005.

George W. Bush a fait part lors de son second discours inaugural d'une ambitieuse vision pour le développement de la liberté dans le monde, alimentant les spéculations mondiales sur le cours de la politique étrangère américaine pour les quatre prochaines années. Les idées exprimées par Bush méritent en effet une grande attention.

Bush déclare rechercher le développement des mouvements et des institutions démocratiques partout dans le monde avec comme objectif final la fin de la tyrannie dans le monde. Il déclare que cet objectif n'est pas la tâche des armes, qu'on ne peut pas forcer un peuple à être libre et que la liberté s'exprime différemment selon les pays mais que nous devons aider les autres pays à suivre leur voie. Je suis d'accord avec ces objectifs et j'ai consacré beaucoup de mon temps et de ma fortune à cela. Pourtant, je m'oppose à l'administration Bush car il existe un gouffre entre les mots et les faits et que nous assistons en réalité à un exercice de double langage orwellien.

Bush a utilisé la guerre au terrorisme pour envahir l'Irak et à cause de cela beaucoup interprètent une phrase comme « la liberté prévaudra » ainsi : « les États-Unis prévaudront », car les États-Unis n'ont plus aucune autorité morale. Quand les États-Unis soutiennent les étudiants iraniens qui se battent pour la liberté, ils les mettent en danger. Le problème est que Bush ne reconnaît pas que dans une société ouverte, personne ne possède la vérité ultime. Bush pense que sa réélection valide sa vision tordue du monde et c'est précisément cette absence d'autocritique qui nous a menés au bourbier irakien.

Dans une société ouverte, il faut faire la distinction entre la promotion de la liberté et la promotion des valeurs états-uniennes. Si c'est la liberté et la démocratie qu'on veut établir, on ne peut le faire qu'au travers des institutions internationales. Les interventions dans les affaires d'un pays peuvent être légitimes mais via des règles clairement établies. Les États-Unis doivent diriger ou participer à une coopération internationale, seul moyen d'atteindre ces objectifs.

Sylvain Charat



Sylvain Charat est directeur des études politiques du *think tank* Eurolibnetwork et directeur de cabinet d'Alain Madelin.

« Une alliance des démocraties »

Source : Washington Times

Référence : « An alliance of democracies », par Sylvain Charat, *Washington Times*, 27 janvier 2005.

Dans un récent rapport rédigé par un groupe de haut niveau, **Kofi Annan** a pu lire « les Droits de l'homme ne peuvent être garantis par des États qui n'ont pas démontré leur engagement dans leur promotion et protection ». Cela illustre le laxisme de l'ONU vis-à-vis des dictatures.

En effet, la Chine a un droit de veto au Conseil de sécurité et, il y a peu, la Libye présidait la Commission de l'ONU sur les Droits de l'homme. Cette situation serait hilarante si ce n'était pas si grave et si cela ne soulevait pas un sérieux problème : l'ONU est incapable de faire face au terrorisme car le combattre requiert une ligne dure contre le terrorisme. Il est donc nécessaire de fonder une nouvelle organisation internationale et les États-Unis doivent lancer l'initiative d'une organisation engagée en faveur de la liberté. Cette organisation devra être une place forte des démocraties défendant la liberté, le libre échange et le développement mondial des sociétés libres et ouvertes.

Il faudra que cette organisation s'attaque aux États voyous qui développent des armes de destruction massive et financent le terrorisme dans le cadre d'un jeu trouble que jusqu'ici la communauté internationale n'est pas parvenue à affronter. Nous ne pouvons plus tolérer cette situation.

Nous devons fonder cette alliance des démocraties, prendre des sanctions contre les dictatures et annuler la dette des pays qui seront devenus des démocraties.

Vaclav Havel



Vaclav Havel est l'ancien président de la République tchèque. Il est membre fondateur de la New Atlantic Initiative, co-

« L'indécent hommage à Fidel Castro »

Source : Le Figaro

Référence : « L'indécent hommage à Fidel Castro », par Vaclav Havel, *Le Figaro*, 28 janvier 2005.

Durant la Guerre froide, les diplomates occidentaux se trouvaient dans des situations compliquées dans les pays communistes quand ils devaient décider s'ils invitaient ou non les dissidents et les défenseurs des Droits de l'homme dans leurs réceptions officielles. Parfois nous n'étions pas invité mais recevions des excuses, d'autres fois nous étions invités mais nous ne nous y rendions pas pour ne pas embarrasser nos amis, d'autres fois encore, nous étions invité à une heure bien plus avancée que celle des représentants officielles afin que nous soyons partis quand ils arriveraient. Quand nous nous croisions, il arrivait que

présent de l'International Committee for Democracy in Cuba, administrateur du Committee on Present Danger. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

les représentants officiels partent en signe de protestation, ou alors nous partions précipitamment ou prétendions tous ne pas avoir remarqué les autres, ou, en de rares occasions, nous entamions des conversations les uns avec les autres, ce qui souvent représentait les seuls moments de dialogue entre le régime et son opposition (hormis devant les tribunaux).

A l'époque, aucune directive officielle n'interdisait à une ambassade d'inviter un groupe de personnes. Pourtant, c'est bien ce à quoi nous assistons aujourd'hui. Une des institutions démocratiques des plus puissantes et des plus fortes au monde, l'Union européenne, n'a aucun scrupule à faire une promesse publique à la dictature cubaine pour instituer de nouveau un apartheid diplomatique, s'engageant à préparer leurs listes d'invités selon les souhaits du gouvernement cubain. C'est la vision étriquée de **José Luis R. Zapatero** qui l'a emporté. Cette mesure va écarter les diplomates de certains de leurs amis et sera du pire effet. Je ne peux trouver aucun meilleur moyen pour l'Union européenne de salir le noble idéal de liberté, d'égalité et de respect des droits de l'homme qu'elle défend.

Cela ne va pas faciliter la tâche des dissidents cubains mais ils survivront à leur absence des cocktails occidentaux. Reste à savoir si l'Union européenne, elle, y survivra. Après cela pourquoi ne pas répondre à des appels d'offre pour construire des bases de missiles sur les côtes de la République populaire de Chine, se faire dicter ses décisions sur la Tchétchénie par les conseillers de **Vladimir Poutine** ou avoir des liens fraternels avec les pires dictateurs d'Afrique. Où cela s'arrêtera-t-il ? À la libération de Milosevic ? Au refus de visa pour le militant des droits de l'homme russe **Sergei Kovalyov** ? Aux excuses présentées à **Saddam Hussein** ? À l'ouverture de pourparlers de paix avec **Al Qaida** ? Les anciens pays communistes d'Europe doivent se souvenir de leur expérience et ainsi faire la meilleure contribution qu'ils puissent apporter aux fondements communs spirituels, moraux et politiques d'une Europe unie.

André Glucksmann



André Glucksmann est philosophe et essayiste. Ancien collaborateur de l'agence de presse de la Freedom House, il est l'auteur de *Ouest Contre Ouest*. Il est l'un des signataires de l'appel des 115 atlantistes contre la Russie.

« Poutine et la révolution permanente »

Source : Le Monde

Référence : « Poutine et la révolution permanente », par André Glucksmann, *Le Monde*, 30 janvier 2005.

La victoire de **Viktor Yushchenko** à Kiev est une date majeure pour l'Europe. Trop longtemps, l'Europe a cru que la Russie était irrévocablement engagée sur le bon chemin. Aussi, tous ont fait la cour à **Vladimir Poutine**, qu'ils soient favorable à l'intervention en Irak comme **Tony Blair** et **Silvio Berlusconi** ou opposés comme **Jacques Chirac** et **Gerhard Schröder**.

Le soulèvement ukrainien devrait mettre la puce à l'oreille des malentendants. Poutine n'a contrôlé ni ses initiatives ni sa langue. Il est intervenu sans pudeur dans les affaires d'un État dont il avait oublié l'indépendance. Ses alliés, les mafias locales, gouvernaient par le mensonge d'État, l'intimidation et le bourrage des urnes, quitte à liquider si nécessaire journalistes et opposants au

couteau et par le poison. Il voulait rétablir sa « zone d'influence », n'a pas dissimulé son mépris pour l'équité électorale, il a ignoré l'universalité des Droits de l'homme. Pris au dépourvu par la résistance ukrainienne, il fustigea à la soviétique le « complot » atlantiste. Il ne faut pas plus s'inquiéter de ces déclarations qu'il ne fallait croire à ses déclarations libérales. Poutine appartient à une nomenklatura qui, après soixante-dix ans de communisme et dix de pillages post-communistes, ne croit plus en rien : seul compte pour lui son maintien au pouvoir.

Poutine a dénoncé la « révolution permanente » et ses « désordres dangereux ». Il vilipende la rue qui déboulonna Milosevic à Belgrade, les révolutions des roses et des oranges qui balayèrent les régimes fantoches post-soviétiques en Géorgie et en Ukraine. Il désigne ainsi, à son insu, un phénomène hautement respectable, un soulèvement de très longue durée, qui commence dans le sang à Berlin (1953) et qui au fil des révoltes anti-soviétiques puis de la chute du Mur a vu la lente et douloureuse démocratisation de l'Europe centrale. Le terme même de « révolution permanente » montre bien dans quel schéma mental est coïncé le Kremlin. Les révolutions anti-totalitaires n'ont rien à voir avec Trotski, comme en témoignent les débris du trotskisme aujourd'hui, éparpillés dans les facultés occidentales, mobilisés 24 heures sur 24 contre Bush, jamais contre les atrocités russes en Tchétchénie.

Après la chute du communisme, les pays se sont divisés entre ceux qui ont suivi la voie tracée par **Vaclav Havel** et Lech Walesa et où la liberté prime, et celle de Milosevic où ce qui prime c'est l'alliance des appareils de répression. Nos élites pensent que l'économie de marché engendre mécaniquement la démocratie, pourtant le régime de Weimar a bien fait naître Hitler. Allergique à la liberté de la presse, indifférent à la misère et à ses révoltes, peu respectueux de la dignité des pauvres (voyez les retraités), désinvolte à l'égard des lois et du droit (voyez l'affaire Yukos), paralysé lors des catastrophes (voyez le Koursk), l'homme n'a rien appris après ses classes au KGB. Il semble également incapable d'exiger de sa propre armée un arrêt de la guerre en Tchétchénie. Il est soit incompetent soit c'est un pitre sanglant.

Deuxième puissance nucléaire de la planète, deuxième marchand d'armes mondial, deuxième réserve énergétique du globe, la Russie qu'il promet est une bombe à retardement à nos frontières. Face à leur grand voisin, les Ukrainiens donnent aux Européens une leçon de courage, un exemple de lucidité et une flamme qui manque à tant d'entre nous.

Boris Berezovski



Boris Berezovski est un des treize oligarques russes ayant fait fortune lors des privatisations de l'ère Eltsine. On le dit lié aux réseaux mafieux russes et il a joué un rôle dans le sabotage du règlement de la paix en Tchétchénie. Il vit en Grande-Bretagne où il a obtenu l'asile politique en 2003.

« Berezovski déménage à Kiev »

Source : Gazeta

Référence : « », par Boris Berezovski, *Gazeta*, 28 Janvier 2005

Je déclare officiellement que je veux déménager en Ukraine dans les prochains mois. Je ne suis pas un émigré volontaire, j'ai été mis à la porte et je veux vivre dans le milieu où j'ai grandi. Je veux vivre plus près de Moscou, de sa culture, et évidemment on parle russe à Kiev, contrairement à ce qui se raconte à Moscou. Je ne déménage pas pour faire du business ni pour critiquer le gouvernement russe mais pour des raisons purement émotionnelles.

Je suis certain que **Viktor Yushchenko** et **Yuliya Tymoshenko** vont s'efforcer de construire un gouvernement démocratique, c'est pour cette raison que je pense ne courir aucun risque en Ukraine. C'est simple, l'Ukraine a signé la Convention de Genève sur les réfugiés politiques et j'ai reçu le statut de réfugié politique au Royaume-Uni. Je peux donc, en principe, me déplacer librement dans tous les pays qui ont signé cette convention, sans être extradé. Par conséquent si les autorités ukrainiennes me livrent à la Russie, elles violent la Convention de Genève et par là même vont à l'encontre des promesses de démocratisation faites par le nouveau président.

Auparavant, le pouvoir, qui était corrompu en Ukraine, bataillait contre ses opposants avec l'aide d'un pouvoir judiciaire complice, exactement comme le fait **Vladimir Poutine** en Russie, je parle en connaissance de cause. Oustinov [1] fait exactement ce que Poutine lui dit de faire. A ce titre, le mandat d'arrêt contre Yuliya Tymoshenko est absurde, parce que ce président est absurde : il ne comprend pas comment fonctionne le monde moderne.

[1] le procureur général russe

Pavel Borodine

Pavel Borodine est actuel secrétaire d'État de l'Union Russie-Bélarus.

« Une révolution orange est possible même en Amérique »

Source : Novyie Izvestia

Référence : « "....." », par Pavel Borodine, *Novyie Izvestia*, 27 janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Je voudrais dire, au sujet de la formation d'une unité de gouvernement commune entre la Russie et le Bélarus, qui demeure une abstraction pour beaucoup de gens, que le principe de base de toute construction

gouvernementale, c'est l'intégration des économies. Voyez par vous-mêmes, 95% des livraisons d'énergie à la Biélorussie viennent de Russie, 85% du matériel agricole, de transport ou de construction vient aussi de notre pays. Nous avons une frontière unique, une douane commune et nous continuons d'unir les bases du système juridique et normatif. Le volume des échanges entre nos deux pays est de 16 milliards de dollars alors qu'avec la fertile Ukraine, qui est beaucoup plus grande, il n'atteint pas les 10 milliards de dollars. Nous vivons quasiment dans une économie unique et il est évident qu'il nous faut un parlement commun.

Concernant une éventuelle **révolution orange** en Russie Blanche, après ce qui s'est passé en Géorgie et en Ukraine, je dirais qu'elle est possible même en Amérique. En effet, il y a environ 5 millions de chômeurs au Ukraine ; ils ont été un peu arrosés, 50 grivens par jour et 100 pour une nuit, en plus de ça ils ont été nourris et habillés et on leur a offert à boire. Si on ajoute ceux qui n'ont pas touché de salaire depuis des années, on comprend qu'en échange ils étaient prêts à soutenir Yanukovich, **Yushchenko**, Petrovitch, Ivanov, ou Sidorov. Il n'a pas été question de politique, on a simplement utilisé la situation économique dans laquelle se trouvait l'Ukraine. C'est ainsi que ça s'est passé.

Askar Akaïev



Askar Akaïev est président du Kirghizistan.

« Au seuil d'une autre révolution de velours »

Source : Nezavissimaïa Gazeta

Référence : « » », par Askar Akaïev, *Nezavissimaïa Gazeta*. le 28 Janvier 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Après les évènements en Géorgie, j'ai écrit un livre où j'analysais la technique de la *révolution des roses*. Cette technique fonctionne quand le terrain est déjà favorable au développement de la démocratie. Elle serait applicable chez nous car il n'y a pas de censure, de nombreux médias d'opposition existent et il y a plus de 5000 ONG. Il est aussi important de comprendre que les spécificités de l'Asie centrale font que la tentative d'y exporter une révolution de velours peu déclencher une guerre civile. Nous avons déjà l'exemple du Tadjikistan où l'opposition et le pouvoir ont provoqué une guerre qui a duré 7 ans. Nous ne sommes pas de culture européenne comme la Géorgie ou l'Ukraine, et le danger pour nous serait une alliance entre la partie radicale de l'opposition et les partis islamistes radicaux.

L'entente a toujours été cordiale avec la Russie ; ce n'est pas un hasard si presque toutes les chaînes de télévision russes sont retransmises chez nous et si on y imprime plus d'une dizaine de journaux dans cette langue.

Il n'y a aucun malentendu entre le Kirghizistan et la Russie concernant la présence des américains sur la base de Manas. J'avais en 2001 consulté les présidents russe et kazakh, et cela allait dans le sens de leurs intérêts. Le statut de cette base de Manas est défini dans une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, cette base demeurera tant que la stabilité n'est pas assurée en Afghanistan. Les forces armées américaines présentes au Kirghizistan

quitteront le territoire dès que le mandat de l'ONU expirera. La base russe de Kant sera suffisante pour assurer la sécurité de la région. Pour l'instant ces deux bases sont complémentaires, car elles ont des objectifs différents : la base américaine est là pour soutenir l'opération anti-terroriste en Afghanistan, tandis que la base russe assure la sécurité de toute la région d'Asie Centrale. La Russie a toujours été, est, et restera notre principal partenaire stratégique ; les États-Unis devront définir leur attitude vis à vis de notre pays en fonction de ce facteur. Dans un futur proche, nous allons mettre en œuvre avec les Russes la construction d'une énorme centrale hydro-électrique sur le fleuve Naryn, le montant de l'investissement devrait être de 2 milliards de dollars. La construction va être assurée par la société russe " RUSAL " [1], c'est très important pour nous car nous projetons aussi de construire une nouvelle usine d'aluminium. Nous avons toutes les ressources nécessaires à notre disposition, de l'énergie bon marché et des réserves importantes de bauxite.

[1] acronyme pour Russie-Aluminium